



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 16 au 22 juin 2023

## En bref

Au T1 2023, les ressources utilisées pour couvrir les paiements de pensions et de retraites, ainsi que le service de la dette, ont absorbé 30,7 % des dépenses totales, selon le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP). En cette période, le gouvernement fédéral a alloué 419,468 Mds MXN au paiement des pensions et des retraites, ce qui représente une croissance de 1,5 % g.a. Parallèlement, les dépenses liées au coût financier de la dette se sont élevées à 326,672 Mds MXN, soit une augmentation de 53,2 % g.a. Cette hausse est survenue dans un contexte de taux d'intérêt élevés visant à contenir l'inflation. Depuis le début du mandat d'Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), les pressions sur les dépenses pour ces deux postes de dépenses auraient augmenté. En effet, au T1 2019, quelques mois après l'investiture d'AMLO, ces dépenses représentaient 26,7 % des dépenses totales. Néanmoins, lors de la pandémie, compte tenu des faibles taux d'intérêt des banques centrales, ce pourcentage a diminué car les dépenses liées au service de la dette étaient inférieures à celles qui avaient été approuvées. Ces pressions sur les dépenses, ainsi que les besoins croissants dans d'autres secteurs tels que la santé, les infrastructures et l'éducation, constitueraient un risque pour les finances publiques, nécessitant une réponse immédiate par le biais d'une augmentation des recettes publiques. Une réforme budgétaire pourrait être envisagée à moyen terme.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

30,7 %

Part du service de la dette et du  
paiement des pensions et retraites  
dans les dépenses publiques

## Zoom sur

Une étude de KPMG sur l'attractivité des pays d'Amérique latine pour les opérations de fusions-acquisitions (F&A), classe le Honduras en tête du classement dans la zone CA-4, suivi d'El Salvador, du Guatemala et du Nicaragua en dernière place. Selon les acteurs sondés, 28 % estiment le Honduras comme attractif, contre 46 % et 40 % pour les deux poids lourds respectifs d'Amérique latine, respectivement le Mexique et le Brésil. Les secteurs identifiés par KPMG comme étant les plus attractifs pour réaliser ce type d'opération sont la technologie, les services financiers et l'énergie.

# Mexique

## 1. ECONOMIE

**Pour la deuxième réunion consécutive, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale mexicaine, Banxico, a décidé de maintenir le taux d'intérêt directeur à 11,25 %.** Le Conseil a précisé qu'il serait nécessaire de maintenir le taux de référence à son niveau actuel pendant une période prolongée en raison de perspectives inflationnistes incertaines. Pour Banxico, la trajectoire baissière de l'inflation peut être considérée comme un "signal" que le taux record de 11,25 %, commence à faire effet sur le niveau des prix des produits et des services. Début juin 2023, Jonathan Heath, gouverneur adjoint de Banxico, s'est même prononcé sur éventuelle baisse du taux au T4 2023 sous réserve d'événements imprévus.

**D'après l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi), lors des deux premières semaines de juin, l'inflation a continué de ralentir et s'est établie à 5,18 % g.a., contre 5,67 % g.a. à la fin du mois de mai.** Il s'agit du niveau le plus bas depuis mars 2021, lorsque l'inflation s'élevait à 4,12 % g.a. En outre, ce chiffre est supérieur aux attentes consensuelles du marché qui prévoyaient un taux annuel de 5,31 %. A titre de décomposition, au cours de la première quinzaine de juin, l'inflation globale a progressé de 0,02 % g.a, tandis que l'inflation de base (qui exclut les éléments volatils tels que les prix des produits alimentaires et de l'énergie) a enregistré un taux de 0,11 % g.a., ce qui représente les taux les plus bas depuis 2019. La décélération de l'inflation de base concerne à la fois les marchandises et les services, avec des augmentations bimensuelles de 0,08 % et 0,15 % respectivement. Sur une base annuelle, ces taux se situent à 8,33 % g.a. et 5,23 % g.a. Par ailleurs, l'inflation non sous-jacente a enregistré une baisse de 0,26 % en comparaison bimensuelle, marquant ainsi sa troisième baisse consécutive et atteignant un taux annuel de 0,03 %.

**L'activité économique a continué de croître en mai au Mexique (0,1 % g.m), mais à un rythme moins soutenu que le mois précédent (0,6 % g.m), selon un rapport de l'Inegi.** En effet, les

données de l'Indicateur Rapide d'Activité Économique (IOAE), qui donne une approximation mensuelle du comportement de l'économie, ont montré un taux croissance de 0,1 % en g.m, tandis qu'il était de 0,6 % g.m en avril (revue à la hausse de +0,2 pp par rapport aux estimations précédentes). En comparaison annuelle, l'IOAE a affiché un taux de croissance du PIB à 2,5 % en mai, contre 2,4 % g.a. en avril.

**Les secteurs secondaires et tertiaires ont ralenti en mai enregistrant une croissance de 0,1 % g.m. contre 0,4 % g.m et 0,6 % g.m. respectivement en avril.** Dans le cas du secteur tertiaire, une croissance de 0,1 % a été observée en mai, après une hausse de 0,6 % en avril. Quant au secteur secondaire, il aurait également enregistré une hausse mensuelle de 0,1 % en mai, inférieure à celle de 0,4 % du mois précédent. Concernant le secteur des services, ce ralentissement serait principalement causé par l'environnement de taux d'intérêt élevés et la persistance de l'inflation. En revanche, les signes de faiblesse dans l'industrie, en particulier l'industrie manufacturière, seraient dus à (i) un ralentissement du rythme de croissance de l'industrie américaine et (ii) une baisse des exportations de 2,6 % g.m. en avril, après une hausse de 4,2 % g.m. le mois précédent. Selon les analystes du groupe financier mexicain, Banorte, le rythme de croissance globale devrait être plus modéré en 2023 en raison de facteurs externes défavorables, tels qu'une reprise plus limitée en Chine et un risque accru de récession aux États-Unis.

**Bien que l'investissement privé ait enregistré une croissance solide de 3,3 % au T1 2023, il reste inférieur de 1,7 % à son pic précédent (T1 2018). Parallèlement, l'investissement public a connu une baisse de 48,8 % par rapport à son niveau le plus élevé (T1 2009).** Selon les chiffres corrigés des variations saisonnières, au T1 2023, l'investissement fixe brut a enregistré une croissance trimestrielle de 3 % (contre 3,2 % g.t au T4 2022). Si le taux trimestriel de 3,3 % représente la meilleure augmentation de l'investissement privé depuis le T1 2021, l'investissement public a diminué de 0,1 % en g.t., sa première baisse depuis le T1 2022. L'investissement serait donc dominé par le secteur privé, qui est passé d'une contribution

d'environ 80 % avant la pandémie à 87,1 % au T1 2023.

**Fitch Ratings a revu à la hausse sa prévision du taux de croissance du PIB pour le Mexique de 1,6 % à 2,5 % pour 2023, suite à la performance favorable de l'économie au T1 2023.** Dans leur rapport trimestriel *Global Economic Prospects*, les causes de cet ajustement à la hausse seraient : (i) l'effet positif du *nearshoring* (relocalisation de proximité) qui aurait généré l'arrivée de capitaux étrangers et d'investissements productifs sur le territoire et (ii) la vigueur de la consommation privée, alimentée par la dynamique du marché du travail et l'envoi des *remesas* vers le Mexique. Cependant, Fitch Ratings a averti que la persistance d'un taux d'inflation élevée et d'une politique monétaire restrictive, pourraient avoir un effet néfaste sur l'économie qui serait particulièrement perceptible au T4 2023. Le risque soutenu d'inflation a, par ailleurs, incité les analystes de Fitch Ratings à ajuster leur prévision concernant la première baisse de taux directeur de Banxico au T1 2024, au lieu du T4 2023 prévu dans un rapport précédent.

**Fitch Ratings a confirmé la notation financière, BBB- du Mexique, en raison (i) d'une politique macroéconomique crédible, (ii) de finances publiques saines et (iii) d'un ratio dette/PIB stable.** Avec ce classement sur l'échelle de Fitch Ratings, la note du Mexique reste au niveau le plus bas de la catégorie investissement, mais ne présente aucun risque d'abaissement. Parmi les facteurs susceptibles d'entraîner un abaissement de la notation financière, sont inclus (i) la généralisation d'interventions microéconomiques non orthodoxes et (ii) l'affaiblissement de la gouvernance, aboutissant à l'instabilité politique et la détérioration du climat des affaires. Le ministère des finances a déclaré qu'en maintenant la note du Mexique pour les 12 à 18 prochains mois, Fitch excluait toute détérioration de la situation budgétaire avant l'élection présidentielle de 2024.

**Le taux d'intérêt de Banxico serait maintenu à 11 % au T4 2023, selon une enquête de Citibanamex.** Actuellement, le taux de référence

est de 11,25 % et a été maintenu ce jeudi 22 juin lors du conseil des gouverneurs de Banxico. L'enquête de Citibanamex aurait confirmé les estimations consensuelles pour le taux de politique monétaire à la fin de 2023 et 2024 à 11,00 % et 8,50 %, respectivement. Alors que la plupart des institutions financières telles que Bradescoban BBI, Natixis et Santander s'attendent à une réduction de 25 points de base du taux directeur en décembre, HSBC et Oxford Economics anticipent des baisses de taux dès septembre et estiment que le taux au T4 2023 serait respectivement de 10,50 % et 10,00 %. Par ailleurs, plusieurs indicateurs ont été révisés dans cette nouvelle enquête. En ce qui concerne l'inflation, les projections pour le T4 2023 ont été légèrement réduites à 4,99 % g.a. contre 5,00 % lors de l'enquête précédente, et de même pour l'inflation de base à 4 % g.a., contre 4,01 % g.a. précédemment. En outre, l'enquête prévoit également un renforcement du peso : le dollar américain atteindrait 18,32 pesos au T4 2023, ce qui est inférieur à l'estimation précédente de 18,70 pesos.

**Le Mexique passe de la 55<sup>ème</sup> à la 56<sup>ème</sup> place (sur 64) dans le classement mondial de la compétitivité 2023, établi par l'Institute for Management Development (IMD), soit la position la plus basse que le pays ait obtenue depuis son inclusion dans le classement en 1997.** En décomposant en quatre grands facteurs, le Mexique s'est vu attribuer les classements suivants :

- Concernant la performance économique : économie nationale (41), commerce international (54), investissement étranger (27), emploi (8) et prix (29)
- Concernant l'efficacité du gouvernement : finances publiques (44), politique fiscale (46), cadre institutionnel (59), législation pour les entreprises (61) et cadre social (58).
- Concernant le climat des affaires : efficacité et productivité (47), marché du travail (40), finances (60), pratiques de gestion (53) et attitudes et valeurs (50)
- Concernant les infrastructures : santé et environnement (54), infrastructures de



base (60), infrastructures technologiques (62), éducation (61) et infrastructures scientifiques (48).

Parmi les défis auxquels le Mexique est confronté, l'IMD a mis en évidence : (i) la mise en œuvre d'une infrastructure logistique pour tirer parti de la relocalisation vers le Mexique (*nearshoring*) ; (ii) l'amélioration de l'environnement d'affaires et la conception d'un meilleur cadre de justice, de sécurité et de gouvernance démocratique ; (iii) la promotion d'une croissance plus élevée du PIB (3 à 4 %) ; (iv) l'encouragement de la croissance du marché intérieur par l'innovation ; (v) l'amélioration des relations extérieures, et (vi) la promotion de réformes structurelles pour une meilleure éducation et des énergies propres. Les États-Unis se classent au 9<sup>ème</sup> rang, gagnant une place, et la Chine au 21<sup>ème</sup> rang, perdant quatre places.

**Bien que l'investissement privé ait enregistré une croissance solide de 3,3 % au T1 2023, il reste inférieur de 1,7 % à son pic précédent (T1 2018). Parallèlement, l'investissement public a connu une baisse de 48,8 % par rapport à son niveau le plus élevé (T1 2009).** Selon les chiffres corrigés des variations saisonnières, au T1 2023, l'investissement fixe brut a enregistré une croissance trimestrielle de 3 % (contre 3,2 % g.t au T4 2022). Si le taux trimestriel de 3,3 % représente la meilleure augmentation de l'investissement privé depuis le T1 2021, l'investissement public a diminué de 0,1 % en g.t., sa première baisse depuis le T1 2022. L'investissement serait donc dominé par secteur privé, qui est passé d'une contribution d'environ 80 % avant la pandémie à 87,1 % au T1 2023.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**La part des recettes fiscales provenant de la collecte d'impôts secondaires a augmenté (+1,6 pp) dans le total des revenus fiscaux.** Selon les chiffres du Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP), le Mexique a perçu environ 616 Mds MXN au titre de la collecte d'impôts secondaires (amendes, les pénalités fiscales, les intérêts de retard...), ce qui représente 16 % des recettes totales en 2022 (contre 14,7 % en 2021). La collecte primaire (impôts sur le revenu, TVA),

quant à elle, s'est élevée à 3 200 Mds MXN, constituant ainsi 84 % restants des recettes.

**Le SHCP a annoncé qu'il cessait tout soutien budgétaire attribué au supercarburant et au diesel après de considérables stimuli accordés l'année dernière.** Selon la publication au Journal officiel de la Fédération (DOF), les automobilistes devront payer plus cher le supercarburant (essence à 91 octanes ou plus), payant une taxe de 4,99 MXN/litre. Pour le diesel, la taxe sera de 6,50 MXN/litre. En revanche, en ce qui concerne l'essence Magna (essence de moins de 91 octanes), les automobilistes devront déboursier 4,58 MXN de taxe par litre, le SHCP public leur accordant un stimulus de 1,33 MXN/litre.

## 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**La Commission fédérale de l'électricité (CFE) prévoit d'augmenter sa production d'électricité de 9 087 MW d'ici la fin du mandat du président AMLO.** Cette augmentation significative, qui serait rendu possible grâce au développement de 16 centrales électriques et à la modernisation de 17 centrales hydroélectriques, s'inscrit dans la politique de souveraineté énergétique du gouvernement actuel. En 2019, la CFE a investi plus de 7 783 M MXN dans l'extension des réseaux généraux de distribution (RGD) d'électricité, faisant ainsi bénéficier 726 482 nouveaux habitants des communautés rurales. Aujourd'hui, si le taux d'électrification demeure à 99,29 %, l'objectif serait d'atteindre 100 % d'ici 2024. Actuellement, le pays dispose d'une capacité totale intégrée dans l'ensemble du système, y compris les réseaux privés, de 88 000 MW. Ce chiffre pourrait presque doubler d'ici 2041, atteignant environ 157 000 MW.

#### 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 22/06
Bourse (IPC)	12,39%	+14,49%	54 063,91 points
Change MXN/USD	0,35%	-14,18%	17,18
Change MXN/EUR	0,43%	-10,65%	18,82
Prix du baril mexicain	3,07%	-37,43%	65,51

## Amérique centrale

### 1. GUATEMALA

La part de l'électricité produite issue des barrages hydrauliques a chuté à 27,3 % lors de la première quinzaine de juin à cause du phénomène climatique El Niño, alors qu'elle représentait 57 % du mix électrique en 2022. La période de transition entre la saison sèche (où la production électrique est alors majoritairement assurée par la combustion de la bagasse, issue de la récolte du sucre) et la saison des pluies (où la production hydroélectrique est censée prendre le relais) s'est prolongée pendant la première quinzaine du mois de juin, qui a été marquée par des températures plus élevées que la moyenne et des précipitations moindres, diminuant dès lors la disponibilité des centrales hydroélectriques. Pendant cette période, la part des énergies renouvelables dans le mix électrique a ainsi chuté à 32 % tandis que la part du charbon a fortement augmenté, jusqu'à atteindre 57 % du mix, afin d'assurer la continuité de la production électrique. Pour rappel, le mix électrique en 2022 était assuré à 78 % par les énergies renouvelables

(majoritairement issues de l'hydroélectricité, qui représentait 57 % du mix) et à 22 % par les énergies fossiles (le charbon représentant 11 % du mix).

**Le premier tour des élections générales, visant entre autres à élire un binôme présidentiel, se tiendra le dimanche 25 juin. Les trois candidats en tête d'affiche pour la présidence portent des propositions dans la lignée des politiques économiques prévalant depuis plusieurs décennies, c'est-à-dire libérales et très prudentes fiscalement parlant.** Zury Rios propose par exemple (i) la création de 10.000 emplois par mois, au travers notamment de crédits d'impôts pour les néo-entrepreneurs, (ii) l'allègement des procédures de création d'entreprises, et (iii) plusieurs mesures dans le secteur de la santé ou de l'éducation, tout en promettant un déficit budgétaire nul et une réduction des impôts. Par ailleurs, les propositions de Sandra Torres mêlent également conservatisme fiscal (absence de nouveaux impôts, voire suppression pour les entrepreneurs, et réduction de la TVA sur les produits de première nécessité) et promesses de nouvelles infrastructures, notamment en matière de santé, d'éducation et de routes. Enfin, même si Edmond Mulet semble partisan d'une politique étatique plus volontariste (mise en place d'une planification publique pour les transports, retraite universelle pour tous les citoyens de plus de 65 ans, gratuité de certains médicaments de base, etc), ce candidat s'engage lui-aussi à n'augmenter ni les impôts, ni la dette publique.

**Le nombre de touristes au Guatemala au mois d'avril a augmenté de 59 % par rapport à avril 2022, s'élevant à 250 000.** De janvier à avril 2023, le nombre cumulé de visiteurs s'élevait à 910 000. L'Amérique centrale est la principale région de provenance des visiteurs (63 %), suivie de l'Amérique du Nord (22 %) et de l'Europe (6 %). Au mois d'avril, 65 % d'entre eux sont entrés sur le territoire par voie terrestre, 31 % par voie aérienne et 3 % par voie maritime.

## 2. EL SAVADOR

**Suite à une demande déposée par le Ministère des Finances le 13 juin, l'Assemblée a autorisé le gouvernement à émettre des titres de court terme d'un montant total de 1 Md USD.** Selon Alejandro Zelaya, Ministre des Finances, les fonds obtenus suite à cette émission, dont le calendrier n'a pas été dévoilé, seront utilisés pour améliorer le profil de la dette publique en termes de structure des échéances, en essayant de convertir la dette de court terme en dette de moyen et long terme. Cette opération a attisé les inquiétudes des partis d'opposition sur le probable manque de liquidité du gouvernement pour honorer ses dettes à court terme. Pour rappel, la dette de court terme du gouvernement s'élevait à fin décembre 2022 à 2,65 Mds USD, dont 1,32 Md USD contractés sous forme de Letras del Tesoro (LETES) et 1,33 Mds sous forme de Certificados del Tesoro (CETES). Cette année, entre janvier et avril, le gouvernement a émis 492,8 M USD en LETES (un montant inférieur de 16,8 % par rapport aux émissions de 2022 sur la même période) et 62,6 M USD en CETES (68,7 % de moins que sur la période en 2022).

**L'entreprise publique aéroportuaire CEPA (Comisión Ejecutiva Portuaria Autónoma) a annoncé une troisième émission de titres pour financer à hauteur de 73 M USD le projet «Aeropuerto del Pacífico».** L'opération de titrisation sous-jacente à cette émission d'obligations se diviserait en plusieurs tranches d'ici la fin du mois de juin, d'une maturité comprise entre 5 et 15 ans et dont les taux d'intérêt, fixes, ne sont pas encore dévoilés. Les titres seraient adossés sur les frais payés par les compagnies aériennes à la CEPA lors de chaque vente de billet d'avion. Pour rappel, la CEPA est autorisée à affecter jusqu'à 20 % de ses revenus à un fonds de titrisation depuis un décret voté en 2002. C'est donc la troisième fois que la CEPA a recouru à ce type de financement, les deux premières opérations de titrisation autorisées par la CEPA ayant permis un financement respectif de 77 et 30 M USD, alloués à d'autres projets d'infrastructures. Sur le projet Aeropuerto del Pacífico, le gouvernement

devrait quand même compléter ce financement, l'aéroport ayant un coût total estimé de 350 M USD.

## 3. HONDURAS

**Le Honduras et la Chine conviennent d'entamer des négociations dès juillet 2023 en vue d'un accord de libre-échange suite à la visite officielle de Xiomara Castro à Pékin, où elle a été reçue par son homologue Xi Jinping.** Alors que le Honduras est touché par une grave crise énergétique, la Chine s'est engagée à financer des infrastructures dans le secteur de l'énergie, afin de renforcer les capacités de l'entreprise publique d'électricité (ENEE). Celle-ci fait face à d'importantes pertes techniques et commerciales structurelles ainsi qu'à des coupures d'électricité quotidiennes, liées au phénomène El Niño, réduisant la disponibilité des centrales hydroélectriques. Par ailleurs, le Honduras a notifié le 9 juin à l'OMC que le pays mettrait fin à son accord bilatéral de libre-échange avec Taïwan. Selon les données du Ministère taiwanais de l'Économie, les exportations du Honduras vers Taïwan avaient été multipliées par 4,5 depuis la signature en 2007 de l'accord de libre-échange, et en 2022, Taïwan avait importé des produits honduriens pour un montant de 129 M USD.

**Le Honduras a reçu 3,7 Mds USD sous forme de remesas entre janvier et mai 2023, soit 7,5 % de plus qu'en 2022 sur la même période.** Selon la Banque Centrale du Honduras (BCH), sur la période, environ 80 % des flux provenaient des États-Unis, suivis de Espagne (13,1 %), du Mexique (2,5 %), du Panama (1,7 %) et du Canada (1,6 %). Les remesas sont la principale source de devises du Honduras devant les exportations. Plus de 80 % des familles qui ont reçu cet argent l'ont utilisé pour payer des produits d'alimentation et des services de santé et d'éducation, et 7,5 % pour acheter un bien immobilier ou effectuer des travaux.



#### 4. PANAMA

**Selon le Département Comptable de la Caisse de Sécurité Sociale (CSS), le déficit annuel du système exclusif de prestations définies (système de retraite par répartition) du fonds Invalidité, Vieillesse et Décès (IVM) serait de 1 Md USD en 2023 contre 868,5 M USD en 2022.**

En 2022, le nombre d'actifs assurés était encore supérieur au nombre de retraités, 466 948 actifs contre 310 089 retraités. Cet équilibre devrait s'inverser à partir de 2027 selon les prévisions de la CSS, et en 2031, le nombre d'actifs assurés au système exclusif de prestations définies du fonds IVM sera de 295 819 contre 414 495 retraités. Le système passerait donc de 1,51 actif par retraité en 2022 à 0,7 actif par retraité en 2031. Le déficit annuel est estimé à 2,3 Mds USD en 2031.

**Selon le rapport mensuel de l'Autorité pour la protection des consommateurs et la défense de la concurrence (Acodeco), le coût moyen du panier alimentaire familial de base s'élevait à 289,96 USD en avril, soit 1,2 % g.m. et 5,18 % g.a.**

Le coût du panier alimentaire familial de base a enregistré un pic de 325,39 USD et un minimum de 273,98 USD en avril 2023 dans les villes de Panama et de San Miguelito. Le panier alimentaire le moins cher de 273,98 USD est disponible dans les supermarchés de San Miguelito et le plus cher dans la zone de El Cangrejo à 325,39 USD.

**Selon l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) publié par le Contrôleur Général de la République, l'inflation a atteint 1,5 % sur les cinq premiers mois de 2023.**

En mai 2023, le logement, l'eau, l'électricité et le gaz enregistrent une inflation de 10,9 % g.a., la nourriture et les boissons non alcoolisées de 4,2 % g.a., les biens et services divers de 3,8 % g.a., l'éducation de 3,7 % g.a. et les restaurants et les hôtels de 3,3 % g.a.

**Le solde de crédits hypothécaires a atteint 20,62 Mds USD en avril 2023, soit une augmentation de 5,3 % g.a. notamment sur les crédits préférentiels.** En effet, les prêts couverts par la Loi sur les intérêts préférentiels (logement

sociaux et logements neufs inférieurs à certains paliers immobiliers) représentent 8,28 Mds USD en avril 2023, en augmentation de 12,3 % g.a. Les permis d'occupation des logements sociaux ont augmenté de 48 %, pour un total de 13 325 logements, dont 8 374 à Panama, 3 242 à La Chorrera et 709 à Arraiján.

**Le Panama perd 10 rang et se situe à la 46<sup>ème</sup> place en termes de sécurité maritime et de respect des normes environnementales marines dans le classement établi par le mémorandum de Paris sur ces sujets.** Le Panama a rejoint inscrit « la liste grise » de cette organisation.

#### 5. NICARAGUA

**Au T1 2023, la croissance interannuelle du PIB s'est élevée à 3,5 % selon la Banque centrale, contre 2,4 % au T1 2022.** Cette croissance a notamment été portée sur le trimestre par le dynamisme du secteur hôtelier et de la restauration, dont la croissance s'est élevée à 27,5 % g.a, suivi du secteur minier (13,3 %) et du secteur des transports et des communications (6,8 %). L'institution financière prévoit ainsi une croissance du PIB pour 2023 s'élevant entre 3 et 4 %.

**L'inflation continue sa décélération entamée depuis mars et atteint 9,5 % g.a. en mai, selon l'institut national de statistiques, l'INDE.** C'est cependant le pays de la zone CA-4 où l'inflation interannuelle reste la plus élevée à fin mai (vs. 6,6 % au Honduras, 6,5 % au Guatemala et 4,4 % à El Salvador). A son pic, l'inflation avait atteint 12,2 % g.a. en octobre dernier et l'année 2022 s'était clôturée à un taux de 11,6 % g.a. La Banque centrale avait entamé une politique de hausse progressive du taux directeur en mars 2021, passant de 3,5 % à 7 % en décembre 2022, date de la dernière hausse de taux.

**Le déficit commercial du Nicaragua s'est élevé à 381,6 M USD entre janvier et avril 2023, en baisse de 36 % par rapport à la même période en 2022,** où il s'élevait à 595 M USD. Selon les données de la Banque centrale, cette dynamique résulte d'une réduction des importations (-4,9 %) plus

importante que celle des exportations (-0,4 %) sur la période. La baisse des cours mondiaux du pétrole a notamment permis de réduire la facture liée à l'importation des biens pétroliers de 22 %. Pour rappel, le déficit commercial du Nicaragua sur l'année 2022 s'est élevé à 2,4 Mds USD (soit 15,3 % du PIB), en hausse de 59,5 % par rapport à 2021.

## 6. COSTA RICA

Le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé un prêt de 500 M USD pour la reprise économique postpandémique afin de (i) protéger les revenus des ménages, (ii) renforcer les petites et moyennes entreprises (PME) et (iii) consolider la viabilité budgétaire sur la base d'une croissance verte et à faible émission de carbone. Ce prêt serait basé sur le taux d'intérêt SOFR et une marge supplémentaire en USD, avec un taux d'échéance de 19,5 ans. Selon Carine Clert, responsable El Salvador et Costa Rica pour la BM, ce prêt a pour but de soutenir le gouvernement dans ses efforts importants de consolidation budgétaires et d'investissement dans des systèmes de production plus écologiques.

**Les prix des matériaux de construction ont diminué pour le 12ème mois consécutif en mai 2023, après avoir connu une importante hausse fin 2020, exacerbée début 2022 par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.** Selon l'indice des prix de la construction (cet indicateur est divisé en deux : les bâtiments et les logements sociaux) de l'Institut national de la statistique et des recensements (INEC), en mai 2023, les prix ont augmenté de 9,7 points de pourcentage pour les bâtiments et de 5,65 points pour les logements sociaux.

**Dans le rapport d'assistance technique de la mission de cadrage sur la gestion des actifs et des passifs souverains, le FMI établit que le mécanisme élargi de crédit (MEDC) de 36 mois mis en place en mars 2021 et les efforts de réforme du gouvernement en faveur d'une croissance forte, inclusive et durable donnent des résultats tangibles.** En ce qui concerne la

gestion de la dette publique, les autorités s'engagent à réformer la structure institutionnelle, la stratégie et les outils de développement du marché intérieur. Parallèlement, le gouvernement accompagne la consolidation du cadre de gestion des actifs et des passifs de l'État ainsi que la réforme du fonctionnement de divers éléments constitutifs du bilan consolidé du secteur public, notamment les entreprises publiques et les banques. La dette publique était de 68,2 % du PIB en 2021 et est désormais estimée à 63,5 % en avril 2023.

# Caraïbes

## 1. COMMUNAUTÉ ET MARCHÉ COMMUN DES CARAÏBES

**Lors du 30ème congrès annuel de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), 11 pays de la Communauté et du Marché Commun des Caraïbes (CARICOM) ont rejoint l'organisation. De plus l'Association des Banques Centrales de la CARICOM a rejoint le système panafricain de paiements et règlements (PAPSS).** Afreximbank compte 60 pays membres, un total d'actifs de 32 Mds USD et de fonds propres de 6 Mds USD. Mia Motley, Première Ministre de la Barbade, a mis en avant les garanties proposées par le PAPSS et a promu le renforcement des liens économiques entre les Caraïbes et l'Afrique. En parallèle, l'Afreximbank a validé un programme de financement de 1,5 Md USD pour l'initiative de la CARICOM destinée à ouvrir des lignes aériennes commerciales vers l'Afrique.

## 2. CUBA

**Moscou relance ses liaisons aériennes avec le Venezuela, en passant par Cuba.** A la suite des négociations entre Cuba, la Russie et le Venezuela, les autorités cubaines ont annoncé la reprise, à partir de juin, des vols entre Caracas et Moscou, avec une escale à La Havane. Le vol inaugural a été réalisé, le lundi 19 juin, par la compagnie aérienne Conviasa. Cette liaison prévoit initialement un vol tous les 15 jours à



bord d'un Airbus 340-600, avec une capacité de 312 passagers. Après de longs mois d'arrêt, seule la connexion entre Moscou et la station balnéaire cubaine de Varadero avait été reprise, en avril dernier. Le rétablissement de ces lignes devrait encourager le tourisme russe et vénézuélien à Cuba mais également favoriser les activités de fret commercial entre les trois pays.

### 3. ANTIGUA-ET-BARBUDA

Selon le gouverneur de la Banque Centrale des Caraïbes Orientales (ECCB), Timothy N. J. Antoine, le PIB du pays a atteint 1,8 Md USD en 2022. Le gouverneur était invité par le gouvernement dans le cadre du rapport de l'ECCB sur Antigua-et-Barbuda. Il a noté que le système de santé d'Antigua-et-Barbuda a été considérablement renforcé à la suite de la pandémie de COVID-19. L'ECCB a estimé l'inflation pour 2023 à 5 % g.a. La dette publique du pays reste également élevée (85 % du PIB en avril 2023 selon le FMI), malgré une baisse de 17,5 points de pourcentage depuis 2021.

### 4. SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

L'Arabie Saoudite et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont signé deux accords de prêt d'une valeur de 16 M USD pour la construction d'un centre de soins primaires dans la région de South Rivers et d'un centre culturel des arts à Belle Vue.

### 5. REPUBLIQUE DOMINICAINE

Dans le cadre de la stratégie de relance monétaire de la Banque centrale de République dominicaine (BCRD), le Conseil monétaire a approuvé ce lundi une augmentation de 25 Mds DOP (soit environ 415 M EUR) de la Facilité de

**Liquidité Rapide (FLR).** Ces ressources seront décaissées progressivement par la BCRD à un taux d'intérêt de 3 % par an pour les organismes d'intermédiation financière afin qu'ils octroient de nouveaux prêts aux secteurs productifs, aux ménages et aux micros, petites et moyennes entreprises, à un taux d'intérêt ne dépassant pas 9 % par an. Ces nouvelles ressources devraient contribuer à la baisse des taux d'intérêt, ce qui dynamiserait la consommation et l'investissement avec un effet positif sur l'activité économique et l'emploi. Les modèles de prévision de la BCRD indiquent que, dans le cadre de ce plan de relance monétaire, l'inflation resterait dans la fourchette cible de 4 % ( $\pm 1$  pp) le reste de l'année, en l'absence de choc exogène imprévu.

**D'après une étude réalisée par la Fondation Juan Bosch, en collaboration avec l'Université Autonome de Saint-Domingue, si l'on ne prend en compte que les revenus du travail de l'activité principale, sans tenir compte des autres emplois ou activités, 51,8 % des habitants du pays vivent en dessous du seuil de pauvreté. Parmi eux, 23,8 % sont en situation d'extrême pauvreté.** Selon les données de l'Enquête nationale sur la population active menée par la Banque centrale, le salaire réel moyen est de 10 695 pesos dominicain en 2021, soit environ 177,8 EUR. En outre, entre 2000 et 2022, la productivité du travail a presque triplé, mais le revenu réel du travail a, quant à lui, diminué de 17 %. Ainsi, l'étude révèle que la croissance économique dominicaine est découplée de la performance des salaires réels : la République dominicaine étant l'un des pays où le PIB par heure travaillée est le plus élevé et où les salaires sont les plus bas de la région Amérique Latine et Caraïbes.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

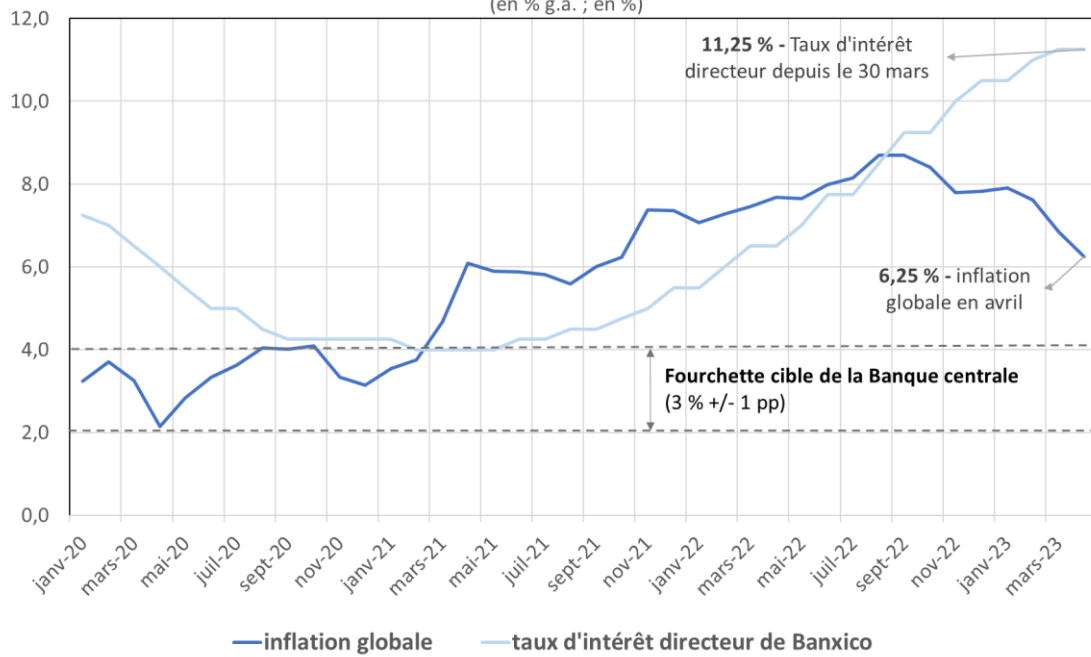
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

**Source:** FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

## -Annexe Graphique – Mexique –

### INFLATION MENSUELLE ET TAUX D'INTERET DIRECTEUR

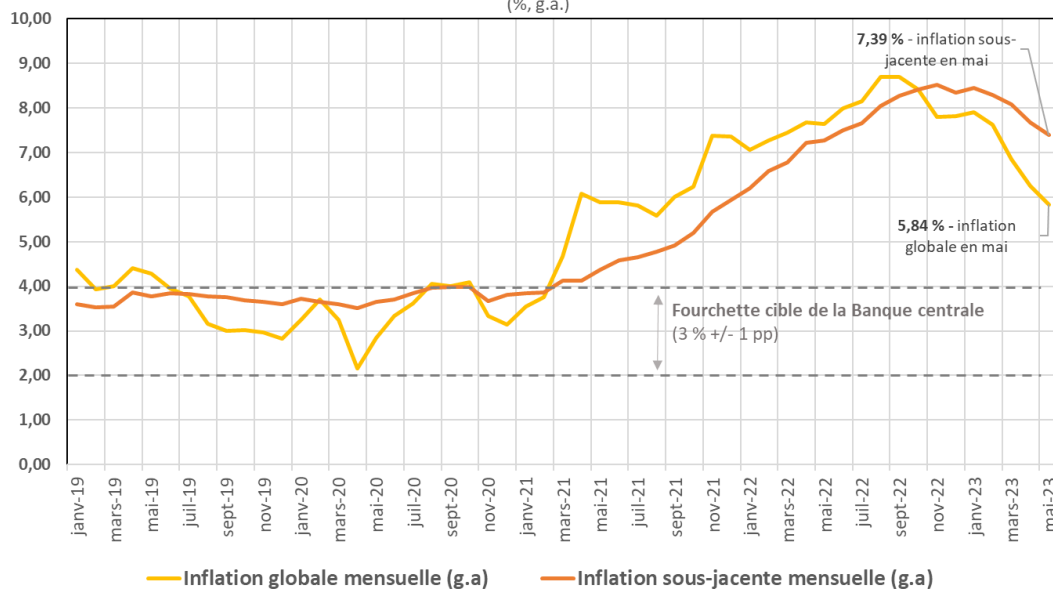
(en % g.a. ; en %)



**Source :** Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

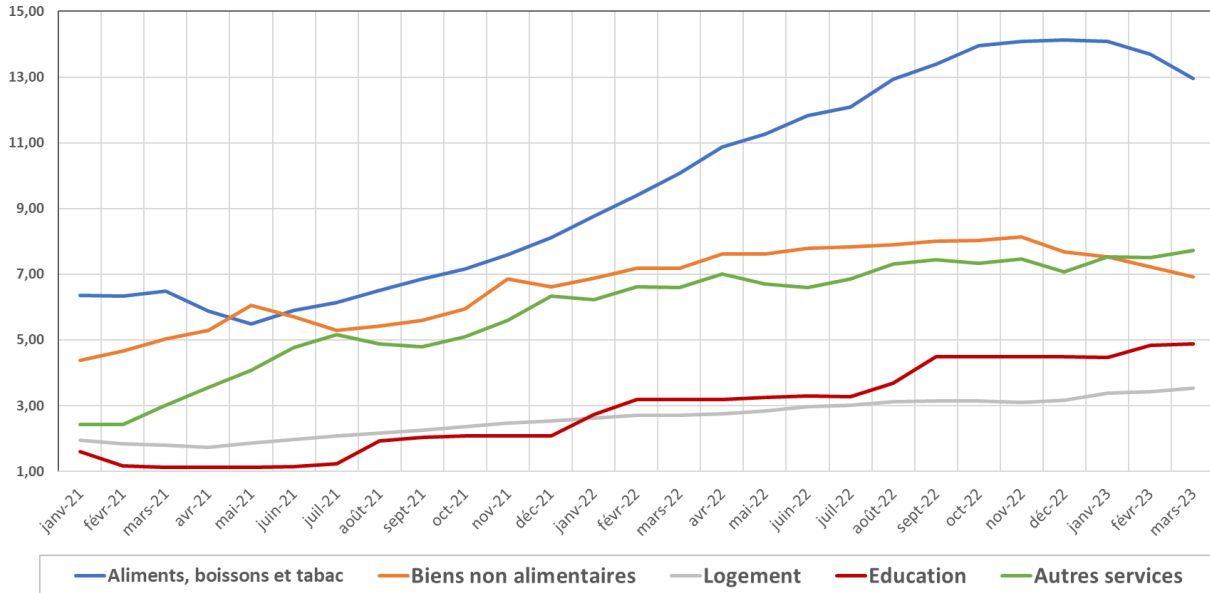
(%, g.a.)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

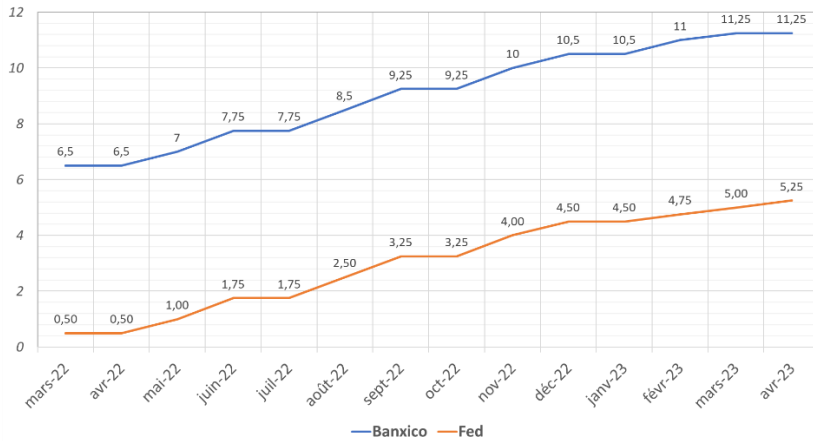


ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION  
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

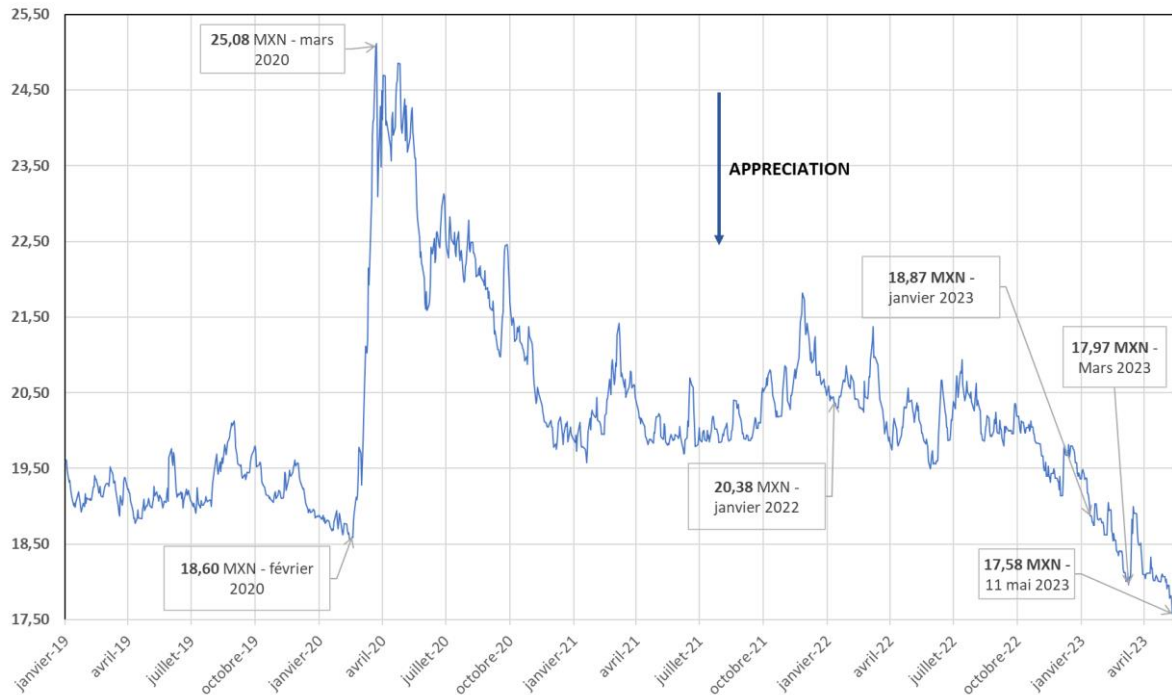
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAIN (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

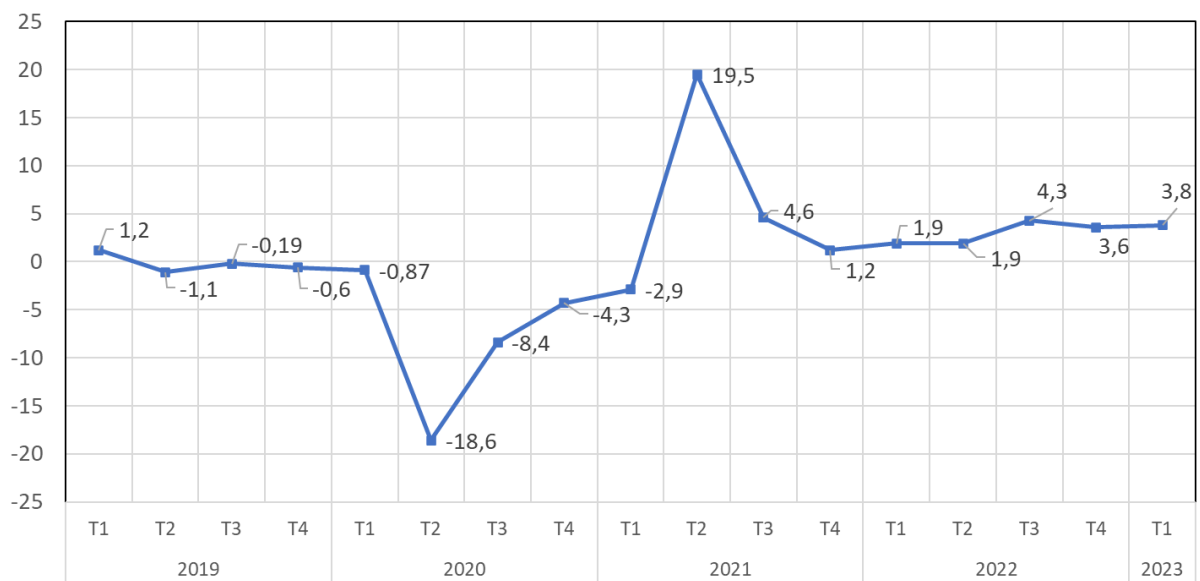
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE  
(MXN/USD)



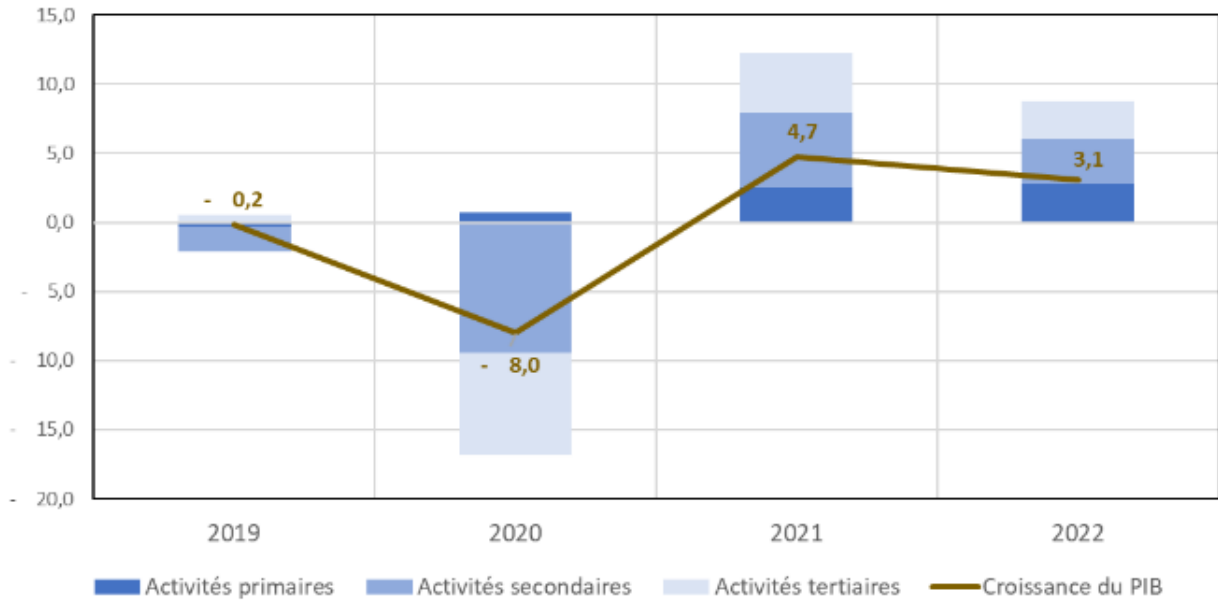
**Source :** Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB  
(%, glissement annuel)



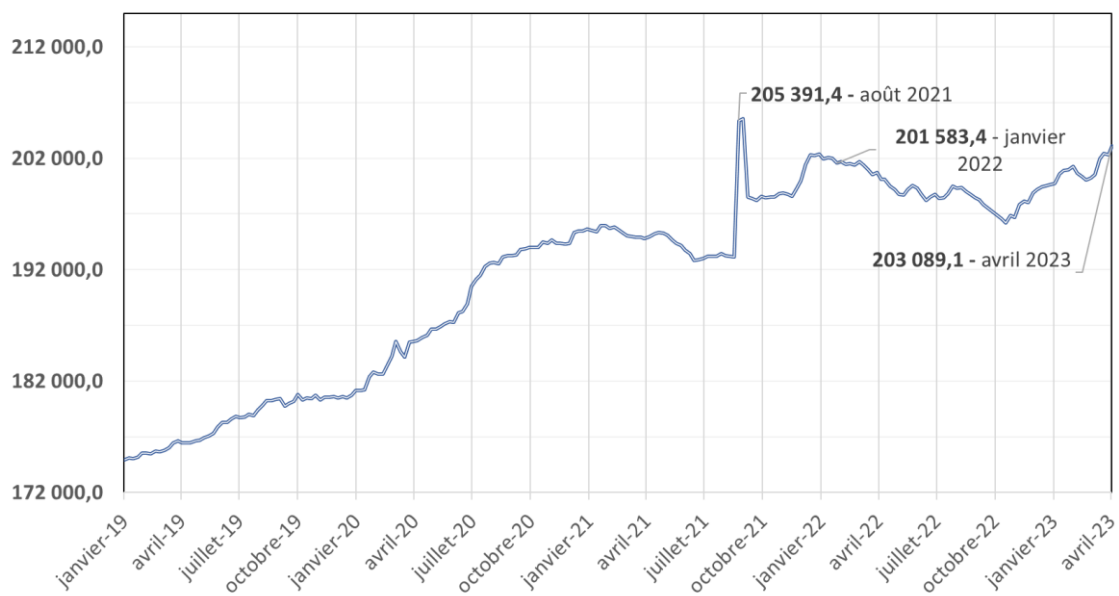
**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES  
 (% , g.a.)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES  
 (en M USD)



**Source :** Banque centrale du Mexique